

## AKTUELL

CETA ET TTIP

# Encore un petit effort !

Raymond Klein

**Les élites européennes essaient de faire passer le CETA au sprint. Les ONG sont décidées à se mettre au milieu de leur chemin.**

« Le consensus autour du TTIP semble être ébranlé, et nous nous en félicitons. » Lors de la récente conférence de presse de la plateforme d'ONG « Stop TTIP », Blanche Weber s'est montrée contente. Et combative : « Mais nous n'avons aucune indication sur un abandon définitif du projet, et le gouvernement luxembourgeois se tait. » De toute façon, la priorité, aux yeux de la présidente du Mouvement écologique, est ailleurs : « Le débat autour du CETA est plus pressant, car une première décision va être bientôt prise. »

La plateforme vient d'ailleurs de compléter le texte de son logo en « Stop TTIP & CETA ». Weber explique qu'il ne faut pas se laisser tromper pas les ruses du vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel : les améliorations du CETA que celui-ci promet ne seraient que des « minimodifications ». L'essentiel reste, selon les ONG, le fait que les dispositions de l'accord avec le Canada ressemblent à celles prévues pour les États-Unis. De surcroît, le CETA permettrait aux grandes entreprises étasuniennes de profiter de ces dispositions sans attendre le TTIP, en transférant leur siège au Canada.

Les politiciens luxembourgeois en prennent aussi pour leur grade : « Dans le cadre du CETA-check, nos députés européens sont particulièrement nombreux à refuser de répondre - le Vert Claude Turmes mis à part. » Les ONG demandent aux représentants du gouvernement - qui comporte aussi des Verts - que lors des meetings européens, ils s'opposent à l'adoption du CETA. Ou, à défaut de cela, qu'ils refusent au moins son application provisoire, qu'ils exigent donc que l'accord n'entre pas en vigueur avant que tous les parlements nationaux l'aient ratifié.

## Consensus du « non »

S'il y a un large consensus sur cette position, les détails des argumentations des 20 ONG peuvent diverger. Ainsi, le Mouvement écologique insiste sur la formule « TTIP sous sa forme actuelle » - ce qui sous-entend qu'il ne condamne pas le principe du libre-échange.

Dany Noesen de Bio-Lëtzebuerg par contre a exposé qu'une ouverture du marché européen serait « difficile à supporter » pour les agriculteurs face à des concurrents d'outre-Atlantique bénéficiant de « tout autres conditions de production », alors que les différences à l'intérieur de l'UE seraient déjà difficiles à gérer. Pour elle, l'agriculture devrait être complètement épargnée dans ce type d'accord.



WIKIMEDIA MOTTY CC BY-SA 4.0

Quant à Véronique Eischen de l'OGBL, elle s'est aussi référée au secteur agricole, mais sans même évoquer les nombreuses insuffisances de la politique agricole commune. À côté d'arguments substantiels comme le non-respect des normes sociales internationales, elle a ressorti l'idée qu'il ne pouvait y avoir d'harmonisation des normes parce que « nous les Européens avons une tout autre attitude que les Américains ». Cela se rapportait au principe de précaution par opposition au principe de réparation, ce dernier étant conçu comme évidemment inférieur - une différenciation fortement contestée parmi les experts en la matière. Faisant ainsi feu de tout bois, la représentante syndicale voulait clairement suggérer que même un accord de libre-échange renégocié sur de nouvelles bases devait être rejeté.

Notons que le 29 septembre a lieu la conférence « Pourquoi CETA ne doit pas se faire », avec Fabien Milin, organisée par la structure ad hoc « Stop Tafta », par ailleurs membre de la plateforme des ONG. Rendez-vous à 18h30 au Casino de Bonnevoie. Enfin, le 8 octobre, la plateforme organise une manif sous le mot d'ordre « Plus que jamais : non à TTIP et CETA ! Oui à un commerce mondial équitable ! ». Départ du cortège à 10h, place de la Gare.

## SHORT NEWS

## Fresh Bananas from Bahamas

(lc) - Oups ! Ils ont récidivé. Mercredi soir, l'ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists) a publié un nouveau « leak ». Cette fois, c'est le registre des entreprises sises aux Bahamas qui a été la victime d'une indiscretion ciblée. Pas moins de 175.000 entreprises ouvertes sur cet archipel paradisiaque au large de Cuba entre 1990 et 2016 ont été révélées. Le registre très incomplet, qu'on peut consulter électroniquement en payant ou consulter sur place dans la capitale bahamienne Nassau est désormais entièrement public. Et a fait déjà une première victime de taille : l'ancienne commissaire à la concurrence Neelie Kroes. Celle qui aimait se voir en défenseure des « petites gens » est listée comme directrice d'une entreprise aux Bahamas entre 2000 et 2009. Elle a été commissaire à partir de 2004. Kroes prétend n'avoir jamais exercé ce poste - pourtant, elle aurait dû le communiquer aux instances européennes. Le Luxembourg ne semble pas excessivement dans le viseur cette fois-ci. Toutes les informations concernant le grand-duché dans le registre bahamien se trouvaient déjà dans les « Panama Papers » - il ne reste qu'à les éplucher davantage pour effectuer les bons recoupements.

## Justice fiscale : Engie donne envie

(lc) - Et c'est reparti ! Après Fiat et en attendant les résultats des enquêtes sur Amazon et McDonald's, le Luxembourg est de nouveau au top des pays visés pour aides d'État illégales par les fiscalistes bruxellois. Petit détail croustillant : Engie, qui se trouve actuellement dans le viseur, s'appelait autrefois GDF-Suez et appartient toujours pour un tiers à l'État français. De plus, la décision de faire taxer cette entreprise étatique à l'étranger pour qu'elle échappe à l'impôt est intervenue sous la présidence Sarkozy - qui se targuait de vouloir éradiquer l'évasion fiscale. Tandis que les autorités luxembourgeoises prétendent toujours n'y voir aucun lien avec les autres enquêtes en cours et ne croient pas à un avantage illégal - quel franc-parler ! -, la position de la commissaire à la concurrence Margrethe Vestager est autre. Accusée par les États-Unis de cibler de préférence des multinationales américaines, elle a pu utiliser l'enquête Engie comme un bon contre-argument lors de sa visite cette semaine outre-Atlantique. Surtout que l'Amérique devient de plus en plus un terrain miné : le département du Trésor craint effectivement que la Commission européenne ne commence à se prendre pour une instance fiscale supranationale et a déjà menacé Bruxelles de représailles (woxx 1387). Ainsi, en guise de retour de bâton, le Luxembourg pourrait - avec d'autres pays bien sûr - être à l'origine d'une vraie « guerre fiscale » entre les États-Unis et l'Europe.

## Diesel-Dämmerung

(lm) - Fast auf den Tag genau ein Jahr nachdem der VW-Skandal aufgefliegen war, zog Claude Turmes Bilanz: Auf einer Pressekonferenz am Donnerstag hielt der Europaabgeordnete fest, dass VW kein Einzelfall ist und „viele Hersteller systematisch bei den Labortests betrügen“. In Europa seien 29 Millionen „dreckige Euro-5/6-Dieselfahrzeuge“ unterwegs und allein in Luxemburg 135.000. Schätzungen zufolge sterben hierzulande jährlich 60 Personen frühzeitig wegen der hohen Stickoxid-Belastung - das ist mehr als die Zahl der Verkehrstoten. Turmes warf der Autoindustrie vor, beim Umgang mit dem Skandal zu tricksen: Falsche Rückruf-Aktionen, Augenwischerei statt Entschädigung der Verbraucher. In den USA dagegen hätten die Konzerne durchaus die Folgen ihres Handelns tragen müssen. Der grüne Politiker plädiert für ein neues, strengeres EU-Zulassungssystem. Außerdem solle die Politik „klare Signale an die Industrie und die Verbraucher senden, dass das Zeitalter des Diesels endgültig vorbei ist“. Damit die Räder weiter rollen, empfiehlt Turmes, in die Elektromobilität zu investieren und „moderne Mobilitätskonzepte, welche Carsharing, einen modernen öffentlichen Transport und sanfte Mobilität vernetzen“ zu fördern.